

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

— QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. REBOUX

Le Nord de la France:
Trois mois. 15 f.
Six mois. 26
Un an. 52

ANNONCES: 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES: 25 centimes.
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 14 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Bordeaux, 13 décembre.
Une dépêche officielle publiée ce matin dit que la dernière affaire importante de l'armée du général Chanzy, du 10, a duré de 8 heures du matin jusque 5 heures 1/2 du soir.

Les Français ont fait 400 prisonniers et ont repris le village d'Origny.
Les prisonniers confirment que les pertes des ennemis sont considérables. Le 9 et le 10 nos mitrailleuses ont fait de nombreuses victimes.

De notre côté les pertes sont sensibles.
Dans la vallée de la Loire, l'ennemi paraît prononcer son mouvement sur la rive gauche.

Il n'y a rien de nouveau de l'armée de Bourges.
En Normandie l'ennemi a occupé Evreux et a évacué Embouf et Oissel.

Havre, 12 décembre.
Voie de Londres.
Les Prussiens sont avec des forces considérables à Benzeville, à 16 lieues d'ici.

Le Havre même est défendu par des troupes nombreuses et 350 canons qui sont en position et servis par des marins.

Chacun est déterminé à se défendre.
Samedi dernier, un corps de 10 mille hommes s'est avancé à la rencontre des Prussiens.

De la cavalerie française a défilé un corps des uhlans et lui a fait dix prisonniers.
Les Prussiens étaient déjà à quatre lieues de Honfleur, mais un corps de 10 mille Français, parti de Caen, est allé occuper Pont-l'Évêque qui couvre Honfleur.

Les Prussiens se sont alors retirés.
Hier soir on disait au Havre que le général Trochu avait fait une nouvelle sortie et qu'il aurait percé les lignes prussiennes.

Vienne, 13 décembre.
Les principaux journaux du matin se prononcent énergiquement contre la manière d'agir de la Prusse à l'égard du Luxembourg.

La Neue frei Press repousse les divers arguments de la Prusse et qualifie cette politique de téméraire.
La Tage Press engage les signataires du traité garantissant la neutralité du Luxembourg de se prononcer contre cette politique dangereuse pour tous et qui constitue une insulte pour tous les droits découlant des traités.

Florence, 12 décembre.
Chambre des Députés. — Le comité a discuté le projet relatif au transfert de la capitale.

Quelques députés ont demandé un prompt transfert.
M. Lanza a dit: « La question est seulement technique. Si la Junte croit que l'époque du transfert puisse être abrégée, j'adhérerai à cette opinion. »

Après d'autres discours relatifs à la difficulté matérielle du transfert, le comité approuve l'article 1er avec l'amendement de M. Serotli, qui demande le transfert pour le 31 mars 1871.

Hambourg, 12 décembre.
Il y a un fort mouvement de glace sur l'Elbe. La navigation à voile est entravée.

Ce matin il y a cinq degrés de froid.

Vote d'Allemagne

Berlin, 13 décembre
Versailles, 12 décembre.

Le Roi à la Reine,

Officiel. — Après des combats pendant quatre jours autour de Beaugency et qui se sont terminés chaque fois victorieusement pour nous, quoique nous ne gagnions pas beaucoup de terrain à cause de la supériorité en force de l'ennemi, celui-ci s'est retiré aujourd'hui inopinément vers Blois et Tours, probablement par suite des pertes considérables qu'il a subies.

Versailles, 12 décembre.
Hier, l'ennemi s'est retiré devant nos corps autour de Beaugency.
Nos troupes le poursuivent.
Le bombardement de Montmédy a commencé le 12.
Des détachements ennemis ont paru aujourd'hui devant LaFère.

Strasbourg, 13 décembre.
Phalsbourg a capitulé aujourd'hui. Il s'est rendu à discrétion.
Demain matin, à dix heures la place sera occupée.

Nouvelles de Paris

des 7, 9 et 10 décembre.

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

PAR BALLON MONTÉ.

7 décembre.

La nouvelle de la reprise d'Orléans par les troupes prussiennes si perfidement annoncée par le général de Moltke au général Trochu, n'a point produit sur la population parisienne l'effet étonnant que nos implacables ennemis en attendaient. Le coup que le digne major général du roi Guillaume comptait frapper, a glissé impuissant sur la ferme résolution de tous de poursuivre la lutte à outrance. On a été ému de l'échec essuyé par l'armée de la Loire, mais non ébranlé. Nous sommes faits maintenant aux rudes leçons de la fortune dont nous sommes décidés à forcer le retour par notre tenacité patriotique.

Dans la soirée d'hier, après l'affichage de la lettre du général de Moltke, de la fière réponse du général Trochu et du cri de guerre entraînant du gouvernement de la défense, des groupes nombreux se sont formés sur les boulevards. On y a discuté avec animation la reprise d'Orléans. La plupart des interlocuteurs rappelaient que c'est par des messages de ce genre, non entièrement mensongers, mais non conformes à l'exacte vérité, que l'ennemi avait jeté déjà le trouble dans l'armée de Bazaine et dans le cœur trop facile à égarer, de son général en chef. La pensée de Paris a donc été celle-ci: attendons, espérons, vérifions, et surtout continuons à combattre; cette conclusion était adoptée dans la presque unanimité des groupes retrempestés par le souvenir de la tâche glorieuse que nous avons précédemment accomplie. Nous avions pu croire la France perdue après Sedan, et Paris s'est fait imprenable; nous avions eu l'âme déchirée après la reddition de Metz, et nous avons pris notre revanche aux glorieuses journées du 30 novembre et du 2 décembre à Coulmiers et à Villiers-sur-Marne. Pourquoi donc désespérer?

On a donc applaudi, avec un enthousiasme que nous ne saurions traduire, à l'appel patriotique du gouvernement, de même qu'à la note officielle publiée ce matin et qui ne fait que traduire les appréciations soulevées dans tous les quartiers de Paris par la lettre du général de Moltke.

HAVAS.

Le Journal officiel fait suivre la lettre du général de Moltke annonçant la reprise d'Orléans et la réponse du général Trochu des lignes suivantes:

Les lettres qu'on vient de lire ont été connues de la population de Paris vers six heures du soir. Si M. de Moltke s'était proposé de terrifier les parisiens, il a complètement manqué son coup. Pour s'en convaincre, on n'aurait eu qu'à prêter l'oreille à tout ce qui se disait, ce soir dans les groupes, sur les boulevards et sur les places publiques. Les parisiens, outre qu'ils n'ajoutent qu'une foi médiocre aux assertions de M. de Moltke paraissent très-décidément convaincus qu'une défaite de l'armée de la Loire ne serait en aucun façon la fin de la défense nationale. Orléans, ville ouverte pourrait avoir été repris sans que cela l'armée de la Loire fût détruite. Cette armée elle-même aurait pu beaucoup souffrir sans que pour cela il fallût désespérer de la France. Paris a commencé à se défendre alors que les départements semblaient complètement endormis. Paris en dépit de toutes les mauvaises nouvelles n'abandonnera pas son attitude de résistance, maintenant qu'il sait que la province est devenue le théâtre d'un énergique mouvement et que ce mouvement, malgré des échecs et des désastres, ne s'arrêtera qu'après l'expulsion de l'étranger. Pas plus à Paris que dans les départements, on ne se fait d'illusions sur les difficultés de notre situation militaire. Nous pouvons éprouver

des revers, tout le monde en convient, mais nous ne cesserons de combattre qu'après avoir conquis une paix honorable et durable.

L'immense majorité de la presse parisienne juge la situation absolument dans le même sens que l'opinion publique. Le Journal des Débats dont le premier Paris résume, pour ainsi dire, les articles des autres journaux, s'exprime de la manière suivante:

« Une lettre du comte de Moltke au gouverneur de Paris annonce que la ville d'Orléans a été réoccupée par les Allemands après une défaite de l'armée de la Loire. En portant cette nouvelle à la connaissance du peuple de Paris, le gouvernement déclare avec raison que, même en la supposant exacte, elle ne nous a été pas le droit de compter sur le grand mouvement de la France qui vient à notre secours et qu'elle ne change rien ni à nos résolutions ni à nos devoirs. Nous ajouterons, pour notre part, qu'il faut d'abord lire avec soin et de sang-froid la lettre de M. de Moltke. Elle est très-sobre de détails et fort réservée. Que les Allemands aient repris Orléans, c'est ce qui malheureusement ne paraît guère douteux; mais M. de Moltke ne donne pas, même d'une manière approximative, le chiffre des forces qui défendaient Orléans; il est fort possible qu'il n'y ait eu qu'une très-petite partie de l'armée de la Loire, puisque depuis plusieurs jours déjà on a annoncé la concentration de cette armée vers Montargis. En tous cas, si elle était en déroute, ou si seulement elle avait éprouvé des pertes considérables, M. de Moltke n'aurait pas manqué de nous en instruire, la communication qu'il a bien voulu nous faire n'ayant évidemment d'autre but que de paralyser notre résistance et de décourager l'armée de Paris. L'échec que nous avons subi à Orléans ne doit pas nous empêcher de mentionner les bruits plus ou moins fondés qui courent depuis deux jours, et suivant lesquels le gouvernement aurait reçu de bonnes nouvelles du général Bourbaki. »

PARTIE OFFICIELLE.

Le Journal officiel contient, ce matin, un décret qui concerne le bataillon dit des tirailleurs de Belleville. Soixante gardes de ce corps sont traduits devant le conseil de guerre pour désertion en face de l'ennemi. M. Flourens doit être immédiatement arrêté pour usurpation d'insignes et de commandement militaires. Les considérants sur lesquels s'appuie cette mesure, sont tous tirés sur la conduite du bataillon dit, des tirailleurs de Belleville dans les tranchées de Créteil. Le décret est ainsi conçu:

Le Gouvernement de la défense nationale, Vu l'ordre du jour du général Clément Thomas, en date du 6 décembre 1870, signalant de nombreux actes d'indiscipline commis par le bataillon dit des tirailleurs de Belleville, décrète:

Art. 1er. Le bataillon dit des tirailleurs de Belleville, est dissous.
Les hommes appartenant à ce bataillon, sont tenus de remettre leurs armes et leur équipement entre les mains du commandant de l'artillerie du 3e secteur, dans le délai de trois jours, sous peine d'être poursuivis comme détenteurs d'armes de guerre.

Art. 2. Les hommes ayant fait partie du bataillon dissous, qui méritent par leur conduite d'être maintenus dans la garde nationale, composeront le noyau d'un nouveau bataillon formé par les soins du général commandant supérieur.
Fait à Paris, le 6 décembre 1870. (Suivant les signatures).

PARTIE NON OFFICIELLE.

Paris, le 6 décembre 1870.

Le général Renault, commandant le corps de la 2e armée, a succombé ce matin à la suite de l'amputation de la jambe.

On peut dire de ce vieux guerrier, que la mort l'a surpris au moment où il rêvait de gloire et de succès pour son pays.

Il avait l'âme haute, le cœur vaillant, et au moment de prendre congé du gouverneur pour marcher au combat, il lui disait, que si la patrie attendait de grands efforts de son armée, elle était prête à tous les sacrifices. D'une bravoure chevaleresque, personne plus que lui n'inspirait à la troupe par son attitude. Il a été frappé dans une grande journée; il faut le regretter, mais dans ce temps de sacrifices il ne faut pas le plaindre, car il mourut en soldat.

Après de cette vieillesse est venu s'éteindre une vie toute d'espérance: le commandant Franchetti a également succombé à la suite de sa blessure. Il avait conquis une place d'honneur au milieu des défenseurs de la capitale. Jeune, ardent, vigoureux de cœur et d'esprit, il n'est pas de journée, depuis le commencement de la campagne, où il n'ait fait preuve de vaillance à la tête de la troupe

d'éclaireurs à cheval qu'il avait formée et qui pleure aujourd'hui l'homme qui avait si bien compris le parti que l'on pouvait tirer d'une pareille troupe d'élite.

Le général Ladreit de la Charrière était mort avant-hier; il n'avait jamais suivi que le chemin ardu du devoir. Jeune, il aimait la gloire et prouva sa valeur. Le 2e léger, au temps de ses succès, le compta comme un de ses meilleurs officiers. Il fut frappé à l'attaque de Mesly, à la tête de ses troupes, où il déploya une bravoure éclatante, et la fin de sa carrière fut digne de ses premiers débuts. Honneur à lui! honneur à tous ceux de nos camarades qui sont tombés comme lui en défendant la patrie!

NOTE. — On s'est ému dans le public de la présence dans les rues et restaurants de Paris des officiers allemands fait prisonniers dans les derniers combats. Ces officiers n'ont jamais circulé isolément; ils ont déposé par écrit le serment de ne pas quitter Paris et de n'entretenir aucune correspondance occulte avec l'armée. Dans de pareilles conditions, ils ont été libérés sur parole: C'est la loi de la guerre. D'ailleurs, il y avait un intérêt réel, à ce que ces officiers pussent constater par eux-mêmes la fausseté des nouvelles qui sont en circulation incessante dans l'armée prussienne, tant sous le rapport des approvisionnements que sous celui de l'esprit de la population parisienne.

Ces officiers ayant été hier l'objet d'insultes graves dans un estaminet où ils prenaient leur repas en compagnie d'une personne à laquelle ils avaient été confiés par le gouverneur, le chef d'état-major général a pris des dispositions pour qu'ils soient internés à la Roquette, dans le but de les soustraire à des sévices que l'agitation des esprits pourrait expliquer sans les justifier et qui auraient des conséquences déplorable.

Le général, chef d'état-major général, SCHMITZ.

RAPPORTS MILITAIRES.

General Noël au gouverneur de Paris.
Mont-Valérien, 5 décembre 1870, 2 h. 35 m.
Hier des maraudeurs, appartenant pour la plupart aux corps des mobiles, ont franchi mes avant-postes et sont allés à Ruoi se souler et dévaster des propriétés. D'autres, au nombre de près de trois cents se sont répandus dans Nanterre et ont dévasté des maisons. Cinq de ces misérables ont été arrêtés et j'espère qu'on en fera bonne et prompt justice. J'ai donné l'ordre de tirer sans pitié sur tout individu, soldat ou autre, cherchant à forcer la ligne des avant-postes. Quant aux pillards, celui qui, sommé de se constituer prisonnier, fera mine de résister, sera séance tenante, passé par les armes. J'espère, monsieur le Gouverneur, que vous voudrez bien donner votre haute sanction à ces mesures énergiques, mais nécessaires, car j'estime que le temps des ménagements est enfin passé. J'ai près de 7,000 hommes sous mes ordres; je ré ponds de leur excellent esprit, mais je ne me soucie pas que quelques misérables viennent les gêner. Je demande d'être autorisé à instituer au Mont-Valérien une cour martiale.

En réponse à cette dépêche, le Gouverneur a immédiatement envoyé des instructions pour la formation de la cour martiale.

9 Décembre.

Le Journal officiel n'a, fourni depuis l'échange des lettres du général de Moltke et du général Trochu, aucune indication qui puisse enseigner l'avis sur la situation des armées de la Loire, de l'Ouest et du Nord. Cela permet à quelques-uns de nos feuilles à sensation d'imaginer plusieurs bruits plus ou moins erronés à l'aide desquels elles cherchent à activer leur vente, tout en déjouant de la crédulité publique. L'une de ces feuilles prétend ce matin qu'un paysan venu de Corbeil, a annoncé au syndicat de la boulangerie, où il s'est rendu aussitôt, qu'une armée française venait d'arriver en cette ville. « Nous pouvons affirmer le fait de la venue et de la déclaration du paysan, ajoute la feuille que nous citons. Seulement, quant à l'exactitude de la nouvelle qu'il apporte, on comprend que nous ne puissions la contrôler, mais elle nous semble devoir être exacte. »

Un autre journal prétend qu'une personne « digne de foi et qui peut être bien renseignée » lui affirme qu'il n'y a eu que 14,000 hommes d'engagés dans l'affaire d'Orléans. Hier soir, la Presse nous assurait que Bourbaki était à la date du 28 novembre, à Chantilly avec une armée. Aujourd'hui, le Combat publie les lignes suivantes: « L'armée de la Loire aurait opéré sa jonction avec celle de Bourbaki, et serait à quelques kilomètres de Fontainebleau. »

La vérité est que le Gouvernement de

la défense nationale, n'a fait aucune communication, même officielle, et que la population parisienne ne sait absolument rien de ce qui s'est passé hors de ses murs, depuis près de huit jours. Hélas! nous d'ajouter qu'elle ne s'en montre pas, pour cela moins confiante et moins courageuse. Les bataillons de guerre de la garde nationale mobilisée, profitent de l'inaction forcée résultant de la neige qui tombe, pour compléter leur équipement de campagne. Tout le monde est impatient de voir recommencer la lutte si heureusement ouverte, le 30 novembre, et 2 décembre, par les cent cinquante mille hommes placés sous le commandement du général Ducrot. La 1re et la 3e armée dont les rangs grossissent chaque jour, nous voulons parler des bataillons de guerre de la garde nationale et des régiments de mobiles du général Vinoy, sont à même d'entrer désormais, elles aussi, en première ligne et tiennent par-dessus tout à le prouver.

Dans le sein de nos états-majors, la confiance et la volonté d'agir sont les mêmes. Le général Trochu se multiplie pour donner la dernière main à l'organisation de ses trois armées. Beaucoup de canons rayés se chargeant par la culasse lui sont fournis en quantités chaque jour croissantes, par l'industrie. Nous allons donc nous trouver en face des Prussiens, dans des conditions respectables. Que l'armée de la Loire ait subi oui ou non, un échec sérieux, la capitale de la France n'a pas besoin de le savoir. Dans tous les cas, elle est résolue à combattre jusqu'au bout, parce qu'elle est persuadée que, si nous le voulons bien, nous finirons par rejeter l'ennemi hors du sol sacré de la patrie et par nous venger de ses procédés implacables.

HAVAS.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Quelle différence entre nos sentiments généraux et ceux de l'ennemi. Il a suffi que dans le Paris de Paris, quatre officiers prussiens prisonniers aient été l'objet de quelques manifestations peu agréables, de la part des consommateurs réunis dans le même établissement, pour qu'aussitôt M. le général Trochu ait rendu publique la lettre suivante:

On lit dans le Journal officiel:
Le Gouverneur de Paris a écrit au général Schmitz la lettre dont la teneur suit:
Vincennes, le 3 décembre.

Mon cher général,
J'apprends avec une véritable douleur que les quatre officiers prussiens que j'avais fait conduire à Paris, ont été l'objet de manifestations malveillantes dont le caractère pouvait devenir insultant. Ces officiers prisonniers sur parole comme le sont les nôtres en Prusse, se trouvent à Paris sous la sauvegarde de l'honneur national. Envoyez-les moi immédiatement, je stipulerai leur échange contre un pareil nombre d'officiers français du même grade. Ils ne pourront porter à l'armée prussienne qu'un avis, c'est que l'état moral de Paris, soutenu par l'esprit de dévouement et de sacrifice, n'a jamais été plus solide, et que tous, nous nous préparons au combat.

Recevez, etc., Général Trochu.

C'est hier à trois heures que le commandant chargé de la mission du général Trochu est arrivé aux avant-postes; il s'est adressé au capitaine d'état-major Wurtembergois, M. Servey qui, depuis l'avant-veille, assistait à l'inhumation des morts sur la route de Joinville à Petit-Bry. Les quatre officiers prussiens habillés en bourgeois, lui ont été remis. Le capitaine a fait observer que, sans doute, les officiers français faits prisonniers aux dernières affaires du 30 novembre et du 2 décembre, étaient déjà partis et qu'il ne restait peut-être que des officiers blessés aux ambulances. Il s'est engagé dans le cas où le convoi ne serait pas encore parti, à faire l'échange et, dans le cas contraire, à rendre les quatre officiers prussiens prisonniers.

INCIDENTS DU SIÈGE

Avant-hier soir, il y a eu grand conseil de guerre au Louvre, où sans doute ont été décidées les opérations décisives dont Paris attend sa délivrance. Tous les généraux et amiraux commandants de sections, y assistaient.

Hier, jeudi, une longue conférence a eu lieu entre M. Jules Favre et le général Trochu.

La résolution du Gouvernement de la défense nationale, est plus inflexible que jamais.